

CHRONOLOGIE ÉTOFFÉE ET DOCUMENTÉE DU MIL [1967-1974]



André Cortade (signature collective) (première parution : 2005)

Nous proposons ici une chronologie détaillée des actions du MIL (Movimiento Iberico de Liberacion) qui ont joyeusement animé le début des années 70 espagnoles et toulousaines.

L' « agitation armée » du MIL consista, non seulement à diverses expropriations de banques - pour le financement des caisses de soutien (grévistes, prisonniers...) et celui de la « propagande » -, mais aussi - et surtout - à la production de textes critiques vraiment très intéressants.

Ainsi, nous reproduisons quelques uns de ces textes plus ou moins théoriques qui éclairent sur ce qu'était le MIL : communiqués d'expropriation, critique du léninisme et des organisations gauchistes, analyse du contexte espagnol, critique de l'anti-franquisme, méfiance viscérale vis-à-vis des avant-gardismes politico-militaires, texte d'autodissolution...

La totalité des documents sont tirés de l'Histoire désordonnée du MIL d'André Cortade (signature collective de plusieurs libertaires intimement liés à l'aventure du MIL) publié en 1985 aux éditions Dérive 17 et réédité début 2005 aux éditions L'Échappée. Histoire désordonnée du MIL est beaucoup plus fourni et complet - tant sur la chronologie que sur les textes du MIL. [<http://www.lechapee.org>]

À lire également des notes de lecture et réflexions sur le précédent bouquin et sur les groupes autonomes français et espagnols. Publiées dans Vidange n°1 (sept 2005). [<http://vid.ange.free.fr>]

Enfin, signalons deux brochures publiées en 2005 qui rejoignent et complètent les questions soulevées par le MIL. La première, Retour sur les années de braise. Les groupes autonomes et l'organisation Action Directe, éditée par le CRAS (Toulouse) revient sur le thème de l'avant-gardisme politico-militaire. (téléchargeable sur [<http://cettesemaine.free.fr>]).

La seconde, COPEL, Tunnels et autres apports des groupes autonomes, retranscrit une discussion sur les luttes contre les prisons dans les années 70-80 en Espagne. (téléchargeable sur [<http://apa.online.free.fr>])

Hobolo, novembre 2005.

1967

Contacts stériles de la future Equipe Théorique (ET) avec la JCR de Krivine en France et critique de ses positions.

Janv. N° 1 de *Pour une alternative socialiste*, revue publiée par *Action comunista*.

21.09 L'anarchiste anglais Stuart Christie, rescapé des prisons franquistes, reconstitue à Londres la Croix noire anarchiste, organisation de solidarité dont le sort de quelques membres aura été tragique : G. Pinelli, « suicidé » par la police de Milan (déc. 1969), G. Von Rauch, abattu à Berlin (déc. 1971), T. Weinbecker, abattu à Augsburg (mars 1972)...

Oct. Apparition à Madrid du groupe des Acratas autour du mot d'ordre : « Fin de l'université ». Carrero Blanco nommé vice-président du gouvernement.

1968

Janv. Troubles sur les campus de Madrid et de Barcelone. À Madrid (20.01), un crucifix jeté par une fenêtre provoque la fermeture du centre universitaire. Les Acratas (26.02) lancent un pamphlet contre le professorat : *Silencieux Complices du bourreau...*

Mars Contacts de l'ET avec l'IS (Vaneigem) à Paris, qui n'auront pas de suite.

Apparition en Angleterre de la Brigade de la colère (*Angry Brigade*).

08.03 Les Acratas provoquent sous les huées et les projectiles l'expulsion de JJ. Servan-Schreiber de l'université de Madrid. Les *Acratas* disparaîtront rapidement, laissant pour seule trace une *Pequena Historia de la llamada Acracia*, tandis qu'une dizaine de ses sympathisants seront arrêtés.

Avril Andréas Baader et Gudrun Esslin sont arrêtés à Francfort après l'incendie d'un supermarché, afin de protester contre la société de consommation et l'indifférence générale envers la guerre au Vietnam.

Mai ...mai 68.

Juil. Lors d'une assemblée générale d'*Action comunista* (AC) à Barcelone, premiers contacts entre ceux qui devaient former plus tard l'ET et l'Equipe Extérieure (EE). À Barcelone, la revue *Métal* groupe autour d'elle l'opposition aux manœuvres du PSUC dans les commissions ouvrières. (*Métal* tire à 5000 exemplaires.) Textes de membres de la *local* de Barcelone des commissions ouvrières, dénonçant une série de faits concrets du PSUC et de la commission nationale.

02.07 Grève générale du port de Barcelone.

21.08 Invasion de la Tchécoslovaquie par les chars soviétiques.

Sept. Congrès international anarchiste à Carrare (Italie) ; querelle des « anciens » et des « modernes ». Premier numéro de *Action Proletaria*, organe du Parti communiste révolutionnaire.

Oct. Massacre de quatre cents étudiants sur la place des Trois-Cultures à Mexico.

Dec. L'ET participe au congrès d'*Action comunista* à Paris.

1968

Janv. La revue *Métal* est remplacée par le mensuel *Que hacer ?* (Que faire ?) qui tente de regrouper autour de lui ceux qui abandonnent la lutte pour le pouvoir dans les organismes des commissions ouvrières.

24.01 État d'exception dans tout le pays.

Mars Les commissions ouvrières à Barcelone éclatent désormais en trois tendances : la coordination locale dirigée par le PC, la zones dirigée par le FOC et une tendance indépendante qui édite *Que hacer ?*.

Août Premiers contacts à Paris de l'ET avec Jean Barrot et la Vieille Taupe.

27.09 Dernier numéro de *Que hacer ?* annonçant sa dissolution ; constitution des plates-formes de CO, indépendantes de toute ligne politique, et des *circulos de formacion de cuadros* pour une réflexion plus approfondie.

Oct. Apparition de l'EE.

29.10 La plupart des postes-clés du gouvernement passent à l'Opus Dei.

Dec. Les *plataformas* éditent la revue *Notre classe* à laquelle participe l'ET.

L'ET élabore *Le Mouvement ouvrier à Barcelone*. Participation orageuse de l'ET au congrès d'AC à Francfort et rupture. Démantèlement provisoire d'AC à Barcelone. L'État massacre en Italie où une bombe explose dans une banque de la Piazza Fontana à Milan, faisant quatorze morts. La police accuse les anarchistes, incarcère Valpreda et défenestre Pinelli.

1970

Fév. Édition ronéotée du *Mouvement ouvrier à Barcelone*, rédigé par l'ET et imprimé par l'EE un mois plus tard.

Mars Contacts de l'ET avec les *circulos*... ; *Le mouvement ouvrier à Barcelone* est utilisé comme base de discussion. Projet en commun d'un *Mametreto* (petit manuel à l'intention des ouvriers). Une conséquence de ces rencontres sera la formation de l'Equipe Ouvrière (EO).

LE MOUVEMENT OUVRIER A BARCELONE

Extraits de la préface à la brochure intitulée *Le Mouvement ouvrier à Barcelone*, écrite par des membres de l'Équipe théorique qui sera plus tard à l'origine du MIL. Cette critique de tous les « avant-gardismes » à Barcelone fut d'autant mieux accueillie qu'elle n'était pas signée et ne prêchait pour aucune chapelle.

Cette contribution ne doit pas être lue comme le programme politique ou la carte de visite de tel groupuscule : c'est précisément pour cela qu'elle n'est pas signée. Comme nous l'indiquons à plusieurs reprises dans le texte, la constitution en ce moment d'un groupe avec programme, etc., constitue une entrave, parfois involontaire, pour pouvoir parler avec impartialité des sujets qui nous intéressent réellement : la lutte des classes aujourd'hui. À partir de notre expérience de la lutte, des masses et du phénomène de la décomposition des groupuscules s'est fait sentir chaque fois davantage la nécessité de rompre radicalement avec les pratiques du passé. Comment affronter radicalement l'actuel marasme groupusculaire qui règne à Barcelone et son corollaire, la décomposition au sein du mouvement ouvrier à partir des groupuscules ? Le dénominateur commun des auteurs du présent texte est précisément ceci : la négation des limitations du groupe tant au niveau théorique que pratique, tant dans l'action propre qu'au niveau de la lutte des masses. [...]

Barcelone, mars 70

Avril Contacts stériles de l'ET avec Lotta continua (Italie).

Août Rencontre ET et EE à Toulouse.

Nombreuses expulsions dans le MLE. Les opposants fondent la revue *Frente Libertario*.

Création de la *Rote Armée Fraktion* (RAF) dite « Bande à Baader ».

Sortie du *Dictionnaire du militant ouvrier*, écrit par l'EO et partiellement retouché par l'ET.

L'ouvrage porte référence de Toulouse et « *Edita Equipa Exterior - Nuestra Clase* ».

Oct. Sortie de *La Révolution jusqu'au bout*, manifeste antiléniniste de cinquante pages écrit par l'ET. Mobilisation internationale contre le procès de Burgos. Les neuf condamnations à mort seront commuées.

Nov. Dissolution des *circulos*...

Dec. Le 16, début d'une grève de soixante-deux jours, avec occupation des locaux, à l'usine Harry-Walker (Barcelone), filiale de Solex qui a aussi des usines en France et en Italie. Trente-trois ouvriers seront licenciés. Les trois équipes (ET, EE et EO) participent au Comité unitaire Harry-Walker, qui éclipse le nom de « Notre classe ». Pendant la grève, l'ET rédige l'article *Que vendons-nous ? Rien ! Que voulons-nous ? Tout !*. Début de la révolte en Pologne, aux chantiers navals de Gdansk et de Szczecin.

QUE VENDONS-NOUS ? RIEN ! QUE VOULONS-NOUS ? TOUT !

Texte écrit par l'Équipe théorique durant l'hiver 70-71 à Barcelone, pendant la grève Harry-Walker.

La présente étude ne vient pas proposer sa marchandise stérilisée à la foire aux idéologies, mais veut mettre en évidence des questions fondamentales que l'on ne peut négliger. Dans la mesure du possible, ces questions y ont été présentées comme encore à débattre, diverses opinions sur un même problème ont été présentées et la prise de position a été basée sur des arguments raisonnés. Pourtant, le recours à une série d'idées générales extrêmement simples et dûment reliées entre elles a été inévitable. Pour que personne ne puisse s'estimer trompé, nous allons essayer de résumer en quelques points ces idées générales qui dirigent toute notre étude :

-Nous considérons comme aliénée toute forme d'activité séparée : la pensée, la culture, l'art, la politique, la vie quotidienne interprétée comme « vie privée » séparée de la vie publique, la valeur d'échange, le spectacle de la marchandise, etc.

-Nous considérons que l'unique projet révolutionnaire est la volonté de détruire à la racine toute forme d'aliénation, en étant pleinement conscients que l'aliénation et la séparation entre valeur d'usage et appropriation réelle ont leurs racines profondes dans la « chosification » et le fétichisme, etc., inhérents au règne de la marchandise : le capitalisme n'est autre que le règne de la marchandise porté à sa limite, le degré maximum de « chosification » et de fétichisme, le stade suprême de l'aliénation humaine.

-Pour que le projet révolutionnaire ne soit pas dévié ni récupéré par le vieux monde de la marchandise, de la valeur d'échange, de l'aliénation, etc., il doit adapter ses moyens au but qu'il se propose, non que la fin justifie les moyens, mais parce que la fin juge, dans la pratique, les moyens . [...]

I. *Il n'y a d'actes révolutionnaires que ceux qui se situent dans le contexte d'une révolution mondiale : le communisme.*

II. *La révolution authentique est une lutte de portée internationale .*

III. *La lutte de classes tend vers des formes plus autonomes qui s'intègrent dans le Mouvement international des conseils ouvriers .*

IV. *L'authentique pensée communiste a été longtemps emprisonnée et falsifiée . Le renouveau de la pensée communiste implique un renouveau de la praxis . Le communisme fait partie de notre vie...*

V. *Face aux organisations séparées-aliénées de la lutte des classes, le prolétariat doit mettre sur pied l'organisation révolutionnaire de la classe, qui lui permettra de réaliser l'appropriation de sa lutte.*

1971

Janv. Contacts (timides et avortés) de l'ET avec ETA.

Comme conséquence de la grève Harry-Walker, approfondissement des relations entre les trois équipes : ET, EE et EO.

Sortie de *l'Europe sauvage*, sans signature, écrit par l'ET mais revendiqué par la suite par les

Ediciones de los GOA (groupes ouvriers autonomes).

21.02 Assemblée générale des ouvriers de Harry-Walker, avec des délégués de France.

Mars L'EE édite la brochure *Boycott des élections syndicales*, écrite par l'ET et signée pour la première et dernière fois « 1000 ». L'ET édite *La Lutte contre la répression*, sans signature.

Mai Rupture entre l'ET et l'EO ; l'édition du *Mametreto* est prise en main par l'ET et imprimée clandestinement. Apparition publique des GOA qui se regroupent autour de l'ancienne EO, Ils éditent plusieurs textes de l'EO et notamment *La Lucha de Santa Coloma*.

Juil. Projet imprécis d'une collaboration ET et EE pour créer une bibliothèque prolétarienne.

Août Opération « Anita » et rupture avec Lotta continua.

Oct. Pendant quelques mois, l'élaboration d'une étude économique est maintes fois recommencée, reprise, critiquée par l'ET.

Dec. Grande grève à l'usine SEAT de Barcelone. Devant la critique des GOA, jugés dépassés, création plus formelle du MIL-GAC, Mouvement ibérique de libération-groupes autonomes de combat.

1972

Fév. Développement du projet de la bibliothèque ;

l'ET traduit notamment *Le Droit à la paresse* de P. Lafargue.

11.02 Procès à Madrid contre le libertaire Julio Millan Hernandez, condamné à vingt-trois ans de prison.

09.03 Au cours d'une manifestation à El Ferrol, la police tue deux ouvriers.

Avril Sortie d'une *Analyse économique de l'Espagne*.

Mai Début d'un procès de six mois contre huit membres de la Brigade de la colère.

Juin Mise en activité des GAC.

Juil. Nouvelles bases de collaboration au sein du MIL, entre l'EE et l'ET ; le projet de bibliothèque intègre une nouvelle EO, en marge des GOA (concrètement, ceux qui dans les GOA refusent le leaderisme).

01.07 Premier hold-up du GAC à l'agence de la Mutualité de Pensions, 5, rue Mallosca, en plein centre de Barcelone. Butin : 800 000 pesetas.

Août Dans la nuit du 14 au 15, vol dans une imprimerie de Toulouse, rue de l'Esquille, pour une valeur de 76000 francs. Le matériel est destiné à imprimer les textes du MIL.

Sept. Tensions dans les GOA entre une tendance « anarchiste », qui éditera bientôt une revue assez populiste, *El Loro indiscreto*, et une tendance « marxiste », qui se consacrera à écrire des textes pour les éditions Ruedo Iberico.

09.09 La police française retrouve l'imprimerie volée dans une ferme louée par des membres du MIL à une trentaine de kilomètres de Toulouse.

13.09 Attaque en pleine rue d'un employé de la Caisse d'Épargne à Salou (province de Tarragone) ; l'employé réussit à s'échapper. Le même jour, hold-up avorté contre la Caisse d'Épargne de Igualada (cinquante kilomètres de Barcelone).

15.09 Le MIL-GAC « exproprie » la Caisse d'Épargne de Bellver de Cerdanya près d'Andorre, province de Lérida. Butin : un million de pesetas.

Oct. L'équipe-bibliothèque du MIL accueille la collaboration du groupe Bamuruntz (dissidents de ETA). Le MIL écrit *Sur l'agitation armée*, qui sera publié dans *CIA* n°1.

21.10 Expropriation du MIL à la Caisse d'Épargne Layetana de Mataro (trente kilomètres de Barcelone). Prise de parole pour dire qu'il s'agit d'un acte « politique ». Butin : 990 200 pesetas.

18.11 Expropriation du MIL à la Caisse de pensions pour la vieillesse, 58, rue Escurial à Barcelone ; première apparition d'une mitraillette Sten ; publication d'un communiqué. Butin : 169000 pesetas.

COMMUNIQUE DU MIL

Communiqué déposé le 18 novembre 1972 à Barcelone dans une succursale de la Banque centrale pendant son « expropriation » par des membres du MIL.

Cette expropriation, comme les précédentes, a pour but d'appuyer la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie et l'État capitaliste. C'est pourquoi les révolutionnaires s'approprient pour leur lutte l'argent que les capitalistes ont volé à la classe ouvrière.

La lutte révolutionnaire du prolétariat contre l'exploitation oblige les groupes révolutionnaires de combat à mener les actions nécessaires pour que cette lutte atteigne ses objectifs révolutionnaires. Tant que la répression des capitalistes frappera la classe ouvrière, le prolétariat et tous les révolutionnaires continueront d'attaquer le capital et ses valets où qu'ils soient.

28.11 Expropriation du MIL au Banco Central, 245, allée de Valldaura, Barcelone ; premier communiqué laissé en tract. Butin : un million de pesetas.

Dec. Le MIL écrit et diffuse le petit texte *Capital et travail*.

13.12 Deuxième expropriation pour récupérer définitivement le matériel d'imprimerie récemment repris par la police.

15.12 Le MIL écrit *La Lutte dans les quartiers*, publié dans la revue *Comuna*.

21.12 Expropriation du MIL à la Casa Provincial de Barcelone, située au rez-de-chaussée de l'immeuble abritant les locaux de la Politico-social (la police politique espagnole).

29.12 Expropriation du MIL à la Caisse d'Épargne Layetana, rue JuanValera à Baladona ; un communiqué est laissé à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Sabaté. Butin : 764 000 pesetas.

1973

NOTES POUR UNE ANALYSE DE L'ENSEMBLE DE NOTRE TENDANCE ET DE SES PERSPECTIVES

Texte interne analysant la période 70-73 ; écrit en avril 73 par l'Équipe théorique.

Il est aujourd'hui indispensable de faire le point sur le processus d'unification d'une série d'équipes, dont la nôtre, qui ont travaillé au mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière dans des perspectives semblables, en accord sur un minimum de points : notamment, promouvoir ce mouvement à la base.

Pendant longtemps, l'Équipe extérieure (EE), l'Équipe théorique (ET) et l'Équipe ouvrière (EO) sont restées fondamentalement isolées et indépendantes : chacune adoptait les attitudes (inséparablement politiques et organisationnelles) propres à sa dynamique et à ses expériences particulières, mais au sein d'un même processus de rapprochement et d'unification.*

Compte tenu de l'état d'isolement des trois Équipes, l'EO y conserve une position privilégiée. Comme de raison, celle-ci est acceptée de tous, bien que ses limitations soient apparues par la suite. Cependant, ses points de vue plutôt techniques et orientés vers l'immédiat ne tiennent pas compte de tous les aspects du processus d'unification. L'ET, en revanche, le prend en compte et poursuit une activité pratique (l'élaboration de Révolution jusqu'à la fin qui a pour but de l'accélérer sur des bases théoriquement clarifiées, malgré les limitations qu'impose aussi son caractère d'« action séparée »). L'EE représente une question à part, assez complexe : on peut dire que la pratique militaire qui est la leur amène ses membres à s'abstenir systématiquement au moment où, en se définissant politiquement, ils se rapprocheraient de l'EO.

Mais, malgré ses expériences et son activité pratique, elle vise aussi au processus d'unification auquel travaille l'ET. En fait, le mouvement réel promeut cette unification autant et plus que l'élucidation théorique générale à peine entamée et, par suite, limitée. Quoique nous formions un tout, il faut dire qu'il y a parmi nous deux positions : celles des « immédiatistes », partisans de l'efficacité d'abord, pour qui tout repose sur des questions techniques ; et celle des « théoriciens séparés », qui font tout reposer sur des questions de théorie politique. Dans l'EO, c'est la politique comme pragmatisme qui commande ; dans l'ET, la politique est vue essentiellement comme théorie, conscience de classe révolutionnaire. C'est pourquoi les premiers ne visent pas au processus d'unification que les seconds envisagent de façon diffuse, étant donné la manière dont ils se situent dans l'ensemble des Équipes.

Un fait imprévisible a précipité les événements et, avec eux, le processus en question : la grève de l'entreprise Harry-Walker. Pendant quelques mois, les efforts de chaque Équipe - et de leur ensemble - convergent vers un même centre, qui est la lutte de la classe ouvrière. L'EO occupe donc une position encore plus privilégiée que de coutume, car l'événement a lieu dans son champ d'opérations. Pendant des mois, cette Équipe croit que le processus d'unification est dûment réalisé par une simple action axée sur l'immédiat : par la grève de Harry-Walker qui, effectivement, a permis de l'envisager sans arriver à le faire naître. C'est au moment où la grève finit - comme toutes les grèves - et où l'on procède à un bilan rapide des expériences, que l'euphorie passagère qui avait pour centre la lutte à la base chez Harry-Walker s'évanouit ; on voit s'ouvrir, dans ce processus spontanément accéléré, une crevasse qui ne peut être comblée que politiquement, par l'assimilation unifiée de l'expérience et de la praxis de toutes les équipes, considérées comme un tout.

Ce n'est pas la première fois qu'à Barcelone un processus d'unification est en vue, mais n'arrive pas à se cristalliser.

Sans aller plus loin, rappelons la contradiction entre les grandes possibilités et les réalisations effectives de la série Que faire ? - Cercles de formation de cadres - Notre classe, ainsi que le rapprochement graduel, par rapport à ces groupes, de « révolutionnaires séparés » en rupture avec les groupuscules (ET). Dans les deux cas, des problèmes de capacité ou d'insuffisance politique se posent et il y a un effort pour les dépasser, à mesure que se développe le processus d'unification du « tout », du mouvement révolutionnaire ouvrier.

Entre 1969 et 1971 apparaissent dans les entreprises des foyers de lutte autonome, souvent à la faveur des négociations pour les conventions collectives. Mais en outre, on est arrivé à dépasser l'idéologie avant-gardiste, à neutraliser le réformisme du PC, et toutes sortes de groupuscules politiques sont entrés dans une longue crise, lente mais sûre. Que faire ? a devant lui de grandes possibilités politiques : il l'a montré en neutralisant les opportunistes de toutes sortes et en s'appliquant à former des cadres de base qui assurent la continuité de cette tentative aussi bien qu'à la faveur de la crise des groupuscules, qui lui ouvrait toutes les voies. Mais il n'en a pas profité. Il ne se sentait pas assez au clair. « Seule une constante élucidation théorique et idéologique unie à une action efficace et à une organisation suffisante peut empêcher le sectarisme des uns et des autres de démembrer le mouvement ouvrier encore fragile. » (Que faire ? n° 6, septembre 1969 - c'est nous qui soulignons.)

Une élucidation est nécessaire pour jeter le poids du passé. Que faire ? parle encore de « commissions ouvrières autonomes » : « Nous, travailleurs qui avons déjà commencé à diriger nos propres organisations, nous ne reculerons pas. Nous sommes en train de faire le premier pas sérieux vers l'autonomie des commissions ouvrières (CO). Et des CO autonomes, indépendantes, sont l'antichambre de l'unité ouvrière tant souhaitée » (n° 3, avril 1969). Mais au fond, nos camarades ont conscience que la classe ouvrière éprouve « une certaine défiance vis-à-vis des CO

qui ne leur paraissent pas, en définitive, assez indépendantes des partis politiques » (n° 3).

Une clarification politique s'impose pour éviter de confondre les positions des CO avec les positions « ouvriéristes-syndicalistes » : « De tout ce qu'on vient de dire, il découle de toute évidence qu'un mouvement de type syndical est nécessaire . À ce point de vue, dans une perspective réelle de démocratie et de liberté d'opinion et d'expression, les seuls obstacles à l'unité syndicale ne peuvent venir que des efforts de tel ou tel parti pour contrôler et inspirer les syndicats. C'est seulement ainsi que le syndicalisme cesserait d'être l'enfant qui a besoin de la tutelle de tel "protecteur" politique et remplirait le rôle qui lui revient et que nul parti politique ne peut tenir, car il ne se fixe pas les mêmes objectifs » (Que faire ? N° 6 - c'est encore nous qui soulignons).

Bien sûr, ces deux affirmations de Que faire ? supposent des perspectives politiques opposées. Mais, dans la pratique et pour l'immédiat, les CO et le syndicalisme clandestin dans les entreprises sont choses très semblables. C'est ce manque d'élucidation politique qui empêche Que faire ? de mener le combat contre les groupuscules en accélérant leur décomposition et l'unité de tous les révolutionnaires authentiques : contre toute attente, non seulement il n'en vient pas à bout, mais il entre en crise et disparaît.

En réponse à cette tentative manquée pour unifier le mouvement, des individus - dont nous sommes - , en réaction contre le phénomène des groupuscules, élaborent Le Mouvement ouvrier à Barcelone (n° 1, février 1970 ; n° 2, mars 1970). Ce texte établit l'une des tâches qu'aurait pu réaliser Que faire ? et qu'il n'a pas accomplies : « Une auto-critique de l'avant-gardisme ». Outre l'apport considérable de données que supposait cette étude, elle traçait une ligne politique justement élaborée aussi bien de l'avant-gardisme des groupuscules que du « que-fairisme, des dangereuses doctrines qui prônent pour l'Espagne le syndicalisme révolutionnaire » ; et elle mettait en cause le réformisme et le présent des CO.

Nous disions : « Le groupe Que faire ? n'a pas su être à la hauteur de ses "tâches historiques", si bien qu'il a dû se dissoudre comme tel [...]. Dans ces neuf mois, ses membres ont découvert qu'il fallait établir de nouvelles bases pour l'avenir des CO et du mouvement ouvrier en général, ce qu'ils auraient dû faire s'ils voulaient jouer le rôle de rassemblement pour des militants ouvriers, tout en orientant le développement du mouvement. Il a réussi tout au plus à susciter la sympathie pour sa "grande et difficile entreprise", qui visait à unir les ouvriers révolutionnaires sans distinction de tendances politiques [...]. Que faire ? a agi de façon trop classique : il a manqué d'imagination et de courage pour affronter dans toute son ampleur la crise du mouvement ouvrier et créer à partir de là une alternative vraiment nouvelle, comme l'étaient les circonstances. »

L'apparition des cercles de formation de cadres met en pratique une série d'idées émises par Que faire ? : ce fait, joint à la construction de l'organisation, fait oublier les différends théoriques et les contradictions politiques du groupe disparu. Pourtant on continue d'osciller - ce qui est grave - du léninisme à l'antiléninisme, bien que toute attitude dirigiste soit neutralisée grâce au pouvoir de la base. Face à cet « autonomisme- démocratism » de la base, les circulos... établissent un accord entre « individus politiquement plus expérimentés » qui décident de maintenir leur unité à tout prix malgré de profondes divergences théoriques et politiques.

Mais à mesure que le pouvoir de contrôle de la base s'affaiblit, cet « accord entre individus plus expérimentés » perd sa raison d'être. Maintenant, ils tiennent au contraire à définir leurs positions, fût-ce au prix de l'unité. Les uns se réclament du léninisme, les autres non. Tous se définissent et entrent en conflit pour se disputer l'influence sur les circulos... Après avoir neutralisé le pouvoir de base, ils ne pouvaient aboutir qu'à l'éclatement de ces derniers. La crise n'est pas venue de la simple « conspiration » de l'une de ces tendances contre l'organisation. Il faut tenir la

« pratique de la conspiration » et la crise qu'elle impliquait non pour la cause, mais pour la conséquence de la disparition des circulos comme organisation où tout le pouvoir est à la base.

Nous estimons qu'on n'aurait pas dû en arriver là, mais plutôt procéder à l'élimination - par ailleurs impossible alors - de la tendance léniniste, tout au moins dès qu'elle s'affirme, en avril 1970 : elle présente alors une Proposition sur le caractère, les modes d'organisation et la fonction politique des circulos, ouvertement léniniste, où elle ne cache pas son intention de reconstituer par la suite, à partir des circulos, un mouvement politique. Ce qu'on appelle à présent l'ET procède alors à une critique externe du document, toujours dans la ligne du Mouvement ouvrier à Barcelone dont on a parlé plus haut. La non-élimination des léninistes, malgré l'antiléninisme intuitif de la base, et le maintien de l'unité à tout prix, ne pouvait que favoriser les léninistes en leur permettant d'attendre une nouvelle occasion de consolider leur pouvoir sur la base.

Cette crise a deux conséquences. D'une part, elle a renvoyé les léninistes à la place qui leur revenait dans la phase actuelle du mouvement ouvrier : dans un groupuscule. D'autre part, elle ouvre une nouvelle voie, nettement positive malgré ses insuffisances : on n'a en commun que des « points minima », tout le travail s'effectue par rapport à eux... Cependant, la situation qui en résulte est très précaire : chaque équipe travaille dans une indépendance complète, sans l'élucidation nécessaire pour comprendre l'ensemble du processus, sans information constante, sans la collaboration qu'imposerait une optique de travail commune. Cette évolution est précipitée au sein du processus général d'unification par la grève de Harry-Walker. On peut définir actuellement trois attitudes claires : 1° celle qui considérerait que l'unité est déjà faite, que la lutte chez Harry-Walker l'a prouvée et confirmée, qu'il n'y a plus que quelques secteurs à renforcer, que les « points minima » suffisent toujours ; 2° celle qui n'accepte pas de transiger sur les questions de fond, qui pense qu'il faut reformuler les principes politiques du groupe, ses fondements, et que les « points minima » deviennent chaque jour plus insuffisants ; 3° ceux qui, sans tomber dans un extrême ou dans un autre, affirment que le processus se poursuit lentement, mais sûrement, que la lutte de Harry-Walker a été une expérience de travail en commun pour les Équipes et rien de plus, et qu'il convient de maintenir leur développement indépendant jusqu'à ce qu'on parvienne à un niveau supérieur, à une nouvelle phase. Tandis que les premiers considèrent que le processus d'unification doit s'effectuer en fonction de la structure établie et que les seconds la subordonnent aux positions politiques, les troisièmes se bornent à accélérer ledit processus en intensifiant le travail au sein des Équipes.

Quant à nous, comme Équipe ayant fonctionné régulièrement ces derniers temps et d'après le terrain où nous avons travaillé jusqu'ici, indépendamment des attitudes qui prévaudront, nous avons étudié une série de questions de fond, qui se posent aujourd'hui au mouvement ouvrier et que nous croyons possible et nécessaire d'étendre à l'ensemble du prolétariat :

- le travail salarié comme marchandise ;
- la marchandise comme axe et noyau du système capitaliste ;
- le capital comme plus-value accumulée ;
- le capitalisme comme système où le capital a acquis la suprématie ;
- le processus de concentration du capital ou impérialisme : le capitalisme n'a pas de frontière ;
- l'Est comme ensemble de pays où persistent le travail salarié et le règne de la marchandise ;
- le social-impérialisme en URSS, en Chine ;
- l'Est dans les relations internationales capitalistes ;
- le prolétariat, base et négation du capitalisme ;
- l'organisation du prolétariat dans l'optique de Marx et Engels et dans celle de l'ultra-gauche ;
- la critique du léninisme comme conscience extérieure à la classe ouvrière et ses conséquences politiques et organisationnelles ;
- la révolution comme abolition des rapports de production capitalistes (travail salarié, marchandises) et non comme transformation des modes de gestion du capital ;

- le capitalisme porte en son sein le communisme ;
- situation de la lutte des classes en Espagne par rapport à la lutte internationale ;
- le communisme comme suppression de la loi de la valeur ;
- synthèses actuelles du processus révolutionnaire international ;
- l'Espagne capitaliste dans l'ensemble du capitalisme mondial ;
- les formes fascistes du pouvoir comme recours pour l'industrialisation capitaliste en temps de crise et comme frein à la lutte révolutionnaire du prolétariat ;
- le développement des forces productives en Espagne et la situation du prolétariat ;
- la lutte des classes en Espagne par rapport au mouvement de lutte international : critique de la théorie illusoire et rétrograde du « maillon le plus faible » appliquée à l'Espagne ;
- les formes capitalistes de contrôle au sein de la classe ouvrière : groupuscules, partis, syndicats ; leurs manifestations idéologiques ;
- etc.

Nous considérons qu'il existe aujourd'hui les éléments théoriques et matériels suffisants pour entreprendre un urgent travail de mise au clair du mouvement ouvrier grâce à des publications, en créant des bibliothèques, en ouvrant de larges débats, etc.

Si ce texte contient des erreurs d'appréciation, ce n'est pas mauvaise foi de notre part. Elles sont dues uniquement au fait que le développement historique actuel ne semble pas avoir fait l'objet d'un bilan critique de la part de ses protagonistes. Les présentes notes ne représentent que le début d'un tel bilan, destiné à clarifier la réalité que nous vivons en ce moment et à reconnaître nos faiblesses.

Il serait faux, en étudiant notre situation et nos possibilités, de s'en tenir aux effets, sans connaître et analyser les causes. Il est injuste aussi de rendre l'incapacité de certains camarades responsable des insuffisances et des faiblesses de l'ensemble organisé en action. La capacité du mouvement ne dépend pas de tel ou tel individu : ce sont les circonstances et les déterminismes historiques qui aident à établir des positions politiques plus correctes.

On n'adopte pas une position politique en fonction de l'activité d'un ou plusieurs individus, mais par rapport à une réalité historique déterminée et aux perspectives qu'elle ouvre.

Aujourd'hui, une prise de position nous est nécessairement imposée par le développement historique même de l'ensemble des Équipes, de leur travail actuel et de leurs perspectives.

Les présentes notes ne se bornent pas à commencer l'analyse critique de ce développement d'ensemble. Elles montrent à tous la nécessité de procéder en permanence à un bilan critique de leur activité.

Janv. Création par le MIL des éditions Mayo 37 (Mai 37), dont le premier ouvrage est : *Entre la révolution et les tranchées*, recueil de textes de Camilo Berneri (introduction du MIL ; « Guerre de classes 37 - guerre de classes 73 »). Mai 37 publie ensuite *Que vendre après le capitalisme ?*, traduit d'Esteban Balazs.

19.01 Expropriation du MIL à la succursale de la Caisse d'Épargne provinciale à Saria (Barcelone). Butin : 658000 pesetas.

24.01 Communiqué officiel de la police annonçant l'existence de groupes armés de tendance communiste, après l'affrontement de deux inconnus avec la police française et la Guardia Civil dans la région de Bourg-Madame (près d'Andorre) ; des sacs récupérés par la police contiennent de la propagande, de l'argent et une Sten.

02.03 Expropriation du MIL au Banco Americano-Hispano, 313, allée Fabra y Puig à Barcelone. Échange de coups de feu avec deux inspecteurs de la brigade d'investigation criminelle ; un employé qui résiste est blessé ; les quatre membres du commando réussissent à s'enfuir. Butin : un million et demi de pesetas sur six millions qui étaient là.

08.03 Procès à Toulouse de quatre personnes impliquées dans le vol de l'imprimerie ; Puig Antich et J.-M. Rouillan, interpellés près de Pau le 18.09.1972, ne se présenteront pas ; J.C. Terres et Oriol Sole, arrêtés et détenus depuis le 19.09.1972, prendront six mois et un an ferme.

13.03 Attaque d'un inspecteur administratif et socialisation de permis de conduire, passeports, etc.

Mars Le MIL écrit *Entre mai 37 et l'agitation armée*, circulaire interne.

Mini-congrès du MIL ; la dissolution du MIL-GAC y est évitée une première fois.

Avril L'ET écrit *Notes pour une analyse de notre tendance*, circulaire interne.

Sortie de CIA n° 1 (Conspiration internationale anarchiste), organe du MIL.

SUR L'AGITATION ARMÉE

Texte écrit par le MIL en octobre 1972 et publié au printemps 1973 dans la revue CIA n° 1.

En premier lieu, il faut distinguer le concept d'agitation armée de celui de lutte armée ou militaire. Un « noyau » de lutte militaire ne cherche pas de bases politiques de lutte de classes, mais se considère comme l'avant-garde ou le « fer de lance » de la lutte et trouve ainsi en lui-même sa propre justification. Par contre, un « noyau » d'agitation armée ne peut admettre de mythifier son activité en se considérant comme autosuffisant, mais il se définit par sa relation avec la lutte de classes. Un groupe d'agitation armée est un groupe d'appui qui situe sa propre activité au sein de l'ensemble des luttes de classe du prolétariat, qui fait partie de cette lutte de classes.

Ceci est très important pour nous, car cela implique [le] rétablissement de bases politiques pratiques délimitant bien les positions petites-bourgeoises (ou individualistes) et les positions prolétaires (ou de classe).

- La conception petite-bourgeoise de l'activité révolutionnaire est celle d'un putsch (ou conspiration) qui se prépare et se développe sans la classe ouvrière. L'activité armée est destinée à remplacer l'offensive générale des masses et l'insurrection finale par une lutte toujours minoritaire.

- Par contre, la conception prolétarienne considère que le capitalisme avance vers sa propre destruction, qu'il engendre depuis toujours ses propres contradictions. Le capitalisme a créé et unifié face à lui, par le processus d'exploitation d'une classe par une autre, ses propres fossoyeurs : le prolétariat. Ceci ne veut pas dire que les luttes ouvrières ne présentent aucune limitation : revendications limitées se heurtant à une forte répression, faiblesse et isolement des luttes. Les luttes ouvrières doivent passer de la défensive à l'offensive, des revendications pacifiques à la lutte violente et sans parti, de l'explosion spontanée à l'organisation de cette spontanéité. Tout ceci n'est pas facile, et pourtant les résultats obtenus dans ce sens sont chaque jour plus grands et la révolution voit ses prévisions confirmées : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

En résumé, l'agitation armée se considère elle-même et constitue effectivement une des facettes ou aspects de la lutte de classes du prolétariat depuis le niveau actuel jusqu'à celui de l'insurrection générale vers laquelle elle tend. Par la pratique d'actions nécessairement limitées, l'agitation armée montre que le niveau de violence possible dans les actions à l'heure actuelle - et donc celui qui doit être appliqué en général - est bien supérieur à ce que l'on croit. L'agitation armée, comme toute autre forme d'agitation, marque la direction prise par la lutte de classes des masses en les aidant à s'orienter, à se radicaliser et à avancer avec une force toujours plus grande. Parallèlement, les objectifs concrets de cette agitation ont une fonction d'appui aux luttes de masses.

Au fond, la simple existence et le fonctionnement efficace de l'agitation armée dans l'ensemble de la lutte de classes, tout comme la généralisation prévisible de noyaux pratiquant ce type d'activité, viennent appuyer des principes politiques radicaux :

- on a beaucoup parlé de « lutte contre la répression », tout en restant en position défensive et à moitié chemin, sans voir qu'il n'y a pas d'autre lutte contre la répression que l'insurrection généralisée ;

- la véritable lutte contre le système n'est pas le simple putschisme mais la révolution prolétarienne, dont le premier pas est de passer de la défensive à l'offensive de façon toujours plus générale. En résumé, pour celui qui a une conception prolétarienne de la révolution, l'activité armée est un appui à la lutte des masses et à leur insurrection générale. Par contre, pour les « avant-gardes » militaires et politiques, c'est la lutte des masses qui est seulement un appui à leurs organisations. C'est cet ordre de priorités et cette différence dans l'appréciation de l'ensemble qui distinguent les communistes des petits-bourgeois au sein de la lutte des classes. [...]

03.04 Mort dans des affrontements avec la police de Fernandez Marquez, ouvrier du chantier de la centrale thermique de San Adrian del Besos, près de Barcelone (depuis un mois, grève des deux mille ouvriers du chantier, occupations et affrontements avec la police). Les manifestations qui suivent (et parfois les attentats) sont d'une violence jamais vue en Espagne depuis la guerre civile. La grève de San Adrian del Besos précipite la crise des *plataformas*, crise dans laquelle la nouvelle EO joue un rôle très actif.

Mai 37 publie un *Dossier San Adrian del Besos*, écrit collectif.

01.05 À Madrid, un policier est tué lors d'affrontements entre les manifestants du 1er mai et la police. Ce sera prétexte à une pression des policiers et des phalangistes qui conduira à la nomination de Carrero Blanco à la tête du gouvernement espagnol.

Juin Grèves actives à Lip (France), rappelant de très près les grèves actives de Pampelune, violemment réprimées. Un moment, le nombre des arrestations fut tel que les autorités durent mettre en service les célèbres arènes de Pampelune.

06.06 Expropriation du MIL au Banco de Bilbao, à Saria ; un communiqué est laissé sur place, composé uniquement de slogans. Pour la première fois, un journal fait état de « mobiles politiques ». Butin : 300000 pesetas.

19.06 Expropriation du MIL au Banco Espanol de Credito, 24, Gran Via de Carlos III ; les journaux parlent d'un groupe politique clandestin qui laisse des pamphlets et donne le produit du vol aux chômeurs. Butin : trois millions de pesetas.

21.06 Un membre du MIL (Puig Antich) oublie dans un bar de Barcelone une sacoche contenant de l'argent, un pistolet, d'abondantes munitions, des faux papiers, des documents divers ; revenu quelques minutes après sur les lieux, le groupe ne peut récupérer la sacoche, malgré quelques incidents, et évite de peu la police, appelée sur les lieux. L'exploitation des documents par la police permettra de localiser les « appartements de sécurité » du MIL (munitions, propagande, masques, mèches de détonateurs, etc.). Une brigade de police, sous la direction de l'inspecteur Bocigas, sera créée pour mettre sous surveillance les mystérieux « bandits ».

Août Retardé pour différentes raisons, le congrès du MIL a enfin lieu à Toulouse. Devant la menace policière, les divergences, la nécessité de critiquer sa propre expérience et d'envisager un autre mode d'activité, le MIL est dissous.

Publication de CIA n° 2 (dernier numéro), contenant l'acte d'autodissolution.

AUTODISSOLUTION DE L'ORGANISATION POLITICO-MILITAIRE DITE « MIL »

Texte du MIL écrit au congrès de Toulouse en août 1973 et publié dans la revue CIA n° 2.

À travers l'échec de la révolution internationale de 1848 et à partir de l'idéologisation de sa théorie, on prévoyait pour la fin du siècle l'impossibilité de la reproduction du système capitaliste. En accord avec cette théorie, les organes souverains de la lutte de classe et de la révolution socialiste étaient :

- les syndicats réformistes ;
- les partis réformistes aux ordres des syndicats et appliquant en leur nom une pratique politique de participation au Parlement bourgeois.

Mais, en réalité, le réformisme (partis et syndicats) servit seulement à renforcer l'existence du système.

Au début du siècle, on pouvait constater que le capital se reproduisait - contre la prévision des théoriciens du mouvement ouvrier - et que, par conséquent :

- le réformisme était totalement incapable d'éliminer le système capitaliste au seul moyen de révolution du problème de sa reproduction (crises du système capitaliste : Belgique 1904, Russie 1905, Belgique 1906, théorisation de la grève sauvage par la gauche allemande, éclatement de la guerre impérialiste 1914-18, Russie 1917, Allemagne 1918-19, Hongrie 1919, fascismes, crise de 1929, etc.) ;
- il devenait clair que ni les partis parlementaires ni les syndicats réformistes n'étaient les organes de la révolution sociale, mais bien plutôt ceux de la contre-révolution du capital (Allemagne 1919, Hongrie 1919, Russie 1921, etc.).

La révolution socialiste seule, entravée par les partis parlementaires et les syndicats, se voit imposer, avec ou sans reproduction du capital, une pratique antiréformiste, c'est-à-dire partisane dans sa pratique de l'antiparlementarisme et de l'organisation de classe (syndicalisme révolutionnaire, barricades et lutte armée, conseils ouvriers, etc.).

Après les conséquences ultimes de la crise mondiale (fascismes, krach de 1929, guerre inter-impérialiste 39-45, reconstruction de l'après-guerre, rendant possible avec elle une nouvelle reconstruction du capital accompagnée de crises intermittentes jusqu'à la crise suivante de la reproduction du capital), après la réduction des objectifs de la lutte anticapitaliste à ceux de la lutte antifasciste, se posait à nouveau non seulement la nécessité urgente de l'antiparlementarisme et de l'organisation de classe, mais aussi celle de passer ainsi des objectifs purement antifascistes aux objectifs du mouvement communiste qui, dans sa phase de flux, sont ceux du mouvement social international.

Pour cela, nous pouvons dire que depuis la fin des années soixante la révolution sociale s'impose. Nous voyons resurgir cela en divers moments :

- mai 68 en France et les grandes grèves d'Italie en 1969 dans lesquelles les syndicats furent débordés ;
- en Belgique, les mineurs du Limbourg en 1969 attaquent violemment les syndicats au cours d'une grève sans précédent ;
- la vague de grèves en Pologne en 70-71, durant laquelle les bureaucrates du Parti communiste furent jugés et pendus ;
- Paris 1971 : importantes grèves ouvrières à Renault et pillage au quartier Latin ;
- mutineries dans de nombreuses prisons aux USA, en Italie, en France (1972-1973), des grèves où mineurs et dockers affrontent les bonzes syndicaux anglais, révoltes généralisées dans les ghettos aux USA, Japon, etc.

Pendant ce temps, d'innombrables grèves sauvages surgissent en Europe et en Amérique, et

gagnent toutes les parties du monde. À l'échelle mondiale, les manifestations de la réapparition du prolétariat sur la scène de la violence de classe se multiplient (absentéisme dans les entreprises, sabotage du procès de production, etc.). En Espagne, les grèves sauvages et les manifestations de révolte latente apparaissent avec toute leur force. Depuis la destruction physique et la disparition de la théorie du prolétariat espagnol par le capitalisme international lors de la guerre civile (36-39), la combativité ouvrière n'avait pas été si puissante :

- 1962-1965 : création des commissions ouvrières lors de grèves sauvages dans les mines des Asturies, attaque du commissariat de Mieres, grèves dans les transports et la métallurgie de Barcelone ;

-1966-1968 : « entrisme » de tous les partis et organisations traditionnels dans les commissions ouvrières, tentative d'introduction dans la CNS à partir d'elles et de donner une ligne réformiste aux commissions ouvrières.

- 1968-1970 : le Mai français et l'automne chaud italien, avec toutes leurs productions groupusculaires, font entrer dans le mouvement ouvrier espagnol le confusionnisme idéologique et lui font perdre ainsi une partie de sa force. Rivalités bureaucratiques au sein des commissions ouvrières, scissions groupusculaires ;

- 1970-1973 : importantes luttes prolétariennes dans toute l'Espagne - Erandio, Granada, Harry-Walker, SEAT, Ferrol, Vigo, Vallès, San Adrián del Besòs, Navarra, etc. - où, sous des formes diverses, on se dégage de tout contrôle hiérarchique de la lutte ; cela se concrétise dans la pratique par l'expulsion des militants groupusculaires des assemblées ouvrières et par la violence généralisée.

Le MIL est le produit de l'histoire de la lutte de classe de ces dernières années . Son apparition est liée à ces luttes prolétariennes qui ont démystifié le rôle des bureaucraties réformistes et groupusculaires qui voulaient intégrer le mouvement à leur programme de parti. Il se créa en tant que groupe spécifique d'appui aux luttes et aux fractions les plus radicales du mouvement ouvrier de Barcelone. Il est maintenant nécessaire à tout moment de participer à l'expérience prolétarienne et de l'appuyer matériellement, au niveau de l'agitation, de la propagande, de la pratique et de la théorie.

En avril 1970, le MIL développa ouvertement une critique de toutes les positions réformistes et gauchistes (Le Mouvement ouvrier à Barcelone). Durant la même année, il entreprit une critique du léninisme (La révolution jusqu'au bout). Sa critique du dirigisme, du gauchisme, de l'autoritarisme l'amena à rompre avec les organisations de base qui voulaient noyauter les luttes et s'approprier des expériences menées en commun comme celle de la Harry-Walker et à former un groupuscule. Le MIL, dans son isolement politique et de par sa survivance politico-militaire, passa des compromis avec des groupes militaires : avec les nationalistes, par exemple, qui, à ce moment-là, étaient les seuls qui acceptaient de passer à la lutte armée. De tels compromis, produits par l'isolement du groupe, l'amènèrent à oublier ses perspectives antérieures.

Il n'y a pas de pratique communiste possible sans lutte systématique contre le mouvement ouvrier traditionnel et ses alliés. Inversement, il n'y a pas d'actions efficaces contre s'il n'y a pas de compréhension claire de leur fonction contre-révolutionnaire. Jusqu'à maintenant, toutes les stratégies révolutionnaires ont essayé d'exploiter les diverses difficultés rencontrées par la bourgeoisie dans sa gestion du capital. Lorsqu'elles ont renversé des bourgeoisies faibles, elles ont organisé le capital. Si les bourgeoisies étaient fortes, elles se condamnaient à la misère. Aujourd'hui, le prolétariat a abandonné ces stratégies et impose la sienne : la destruction du capital et sa propre négation en tant que classe . Il attaque le capital dans toutes ses manifestations d'exploitation : encadrement, autoritarisme, production de plus-value, etc. La seule forme d'action possible est la violence révolutionnaire s'exprimant à travers l'action et la parole.

Ses fractions les plus avancées organisent les tâches concrètes révolutionnaires tant dans les

usines que dans les quartiers : lutte contre la CNS, critique des commissions ouvrières bureaucratiques et réformistes, du PCE et des groupuscules en les situant sur le même plan que les actuels gérants du capital (la bourgeoisie). C'est par l'auto-organisation sur les lieux de travail au moyen des comités d'usine et de quartiers que la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière se consolide ; à travers la coordination et la généralisation de la lutte s'affirment la lutte de classes et le point de vue communiste. La pratique du MIL est liée au développement du mouvement communiste et en fait partie. C'est pour cela qu'il se propose de critiquer toutes les mystifications.

La société actuelle possède ses lois, sa justice, ses gardiens, ses juges, ses tribunaux, ses prisons, ses crimes, sa « normalité ». Devant cette situation apparaît une série d'organes politiques (partis et syndicats, réformistes et gauchistes, etc.) qui feignent de contester cette situation alors qu'en fait ils ne font pas autre chose que de consolider la société actuelle. La justice dans la rue, ce n'est pas autre chose que de dénoncer et d'attaquer toutes les mystifications de la société actuelle (partis, syndicats, réformismes, gauchismes, lois, justice, flics, juges, tribunaux, prisons, délits, c'est-à-dire toute sa « normalité »).

Le résultat de cette cohérence critique dans l'action amène de fait à la constitution d'associations de révolutionnaires, en des endroits particuliers et partout à la fois.

Une association de révolutionnaires est celle qui mène jusqu'à ses ultimes conséquences une critique unitaire du monde - par critique unitaire, nous entendons la critique globale de toutes les zones géographiques dans lesquelles sont installées les différentes formes de pouvoir séparé - aussi bien qu'une critique de tous les aspects de la vie.

Ce n'est pas tant l'autogestion du monde actuel par les masses que sa transformation ininterrompue, la décolonisation totale de la vie quotidienne, la critique radicale de l'économie politique, la destruction et l'abolition de la marchandise et du travail salarié. Une telle association refuse en elle-même toute reproduction des conditions hiérarchiques du monde dominant. La critique des idéologies révolutionnaires n'est pas autre chose que le dévoilement des nouveaux spécialistes de la révolution, des nouvelles théories qui se situent par-delà le prolétariat. Le « gauchisme » n'est pas autre chose que l'extrême-gauche du programme du capital. Sa morale révolutionnaire, son volontarisme, son militantisme ne sont que les produits de cette situation. Ils tentent de contrôler et de diriger la lutte de la classe ouvrière. Ainsi, toute action qui ne mène pas à une critique et à un refus radical du capitalisme reste en son sein et est récupérée par lui. Aujourd'hui, parler de militantisme en milieu ouvrier et le pratiquer, c'est vouloir éviter le passage au communisme. Parler d'action armée et de préparation à l'insurrection est la même chose : il est maintenant inutile de parler d'organisation politico-militaire ; de telles organisations ne sont que d'autres déchets politiques.

Pour toutes ces raisons, le MIL s'autodissout comme organisation politico-militaire et ses membres se disposent à assumer l'approfondissement des perspectives communistes du mouvement social.

MIL - Conclusions définitives du congrès du MIL

Août À Reus (Tarragona), assassinat sous la torture d'un militant du FRAP, Cipriano Martos, ouvrier de la construction (on lui aurait fait boire le contenu d'un cocktail Molotov).

15.09 Expropriation de l'ex-MIL à la Caisse d'Épargne de Bellver de Cerdanya, un an jour pour jour après la première attaque au même endroit. Butin : 580 000 pesetas. Mais en un an, les choses ont changé, le système d'alarme s'est amélioré ; la police arrive très rapidement et traque les trois membres du groupe dans la montagne pendant deux jours.

17.09 Affrontement dans la forêt d'Alp, près de la frontière française, des trois membres de l'ex-MIL et de la Guardia Civil. Oriol Sole Sugranyes et José Luis Pons Llobet sont arrêtés. Jordi Sole Sugranyes réussit à s'échapper, gagne la France puis la Belgique. Les deux arrêtés sont traînés publiquement dans les villages de Cerdagne et maltraités au vu et au su de la population. Dès que la Guardia Civil aura compris qu'elle a affaire à des « politiques », elle choisira au contraire de les transférer discrètement.

18.09 Arrestation à Barcelone, dans l'appartement de la famille Pons Llobet, de Maria Augustias Mateos Fernandez, 16 ans, lycéenne et petite amie de J.L. Pons.

21.09 Arrestation de Maria Luisa Piguillen Mateos, à la sortie de son travail, et d'Emilio Pardinás Viladrich.

22.09 Arrestation de Manuel Antonio Canestro Amaya.

23.09 Arrestation à la sortie de chez lui de Santiago Soler Amigô.

25.09 Arrestation de Salvador Puig Antich et F.J. Paituvi (ce dernier avait rendez-vous avec S. Soler Amigo et y était venu avec Puig Antich). Lors de l'arrestation, une fusillade éclate au cours de laquelle Puig Antich est grièvement blessé à la tête et le sous-inspecteur de police F.J. Anguas Barragan est tué.

30.09 Création à Barcelone du Comité de solidarité *pro presosMIL* (avec les emprisonnés du MIL) et première publication d'un dossier d'information.

Oct. La presse française commence à parler de l'arrestation des membres du MIL : *Libération* (3, 6, 18 octobre), *Politique-hebdo* (4 octobre), etc.

05.10 Le Mouvement communiste (France) écrit *La Guerre civile en Espagne*, publié plus tard.

15.10 Deuxième édition augmentée du *Dossier MIL*, à l'initiative du Comité de solidarité avec les emprisonnés du MIL, clandestin à Barcelone.

20.10 Genève : attentat contre la compagnie Ibéria.

27.10 Paris : Rassemblée générale du Syndicat des correcteurs CGT demande que « tout soit mis en œuvre pour sauver les emprisonnés de Barcelone ».

28.10 Arrestation à Barcelone de cent treize personnes lors de l'Assemblée de Catalogne (cartel semi-clandestin de l'opposition antifranquiste). Parmi elles, maître Sole Barbera, un des avocats du MIL : l'ordre du jour envisageait notamment la solidarité avec les emprisonnés du MIL. À la fin du mois, création en France et à l'étranger de plusieurs comités de soutien aux emprisonnés du MIL : Bruxelles, Genève, Turin, Toulouse, Perpignan ; et à Paris, deux comités qui fusionneront par la suite, l'un à l'initiative de Front libertaire, l'autre présidé par Vidal-Naquet.

Nov. Déclaration du collectif des prisonniers politiques anti-autoritaires de la prison Modelo de Barcelone en soutien au MIL : *Gangsters ou révolutionnaires ?*, sortie clandestinement de prison. Déclaration de prison des emprisonnés du MIL : *1000* ou *10000*, sortie clandestinement de la prison Modelo et diffusée par le Comité de solidarité de Barcelone.

1000 ou 10 000

Texte écrit à la prison Modelo de Barcelone par l'ex-MIL en décembre 1973.

Dans la seconde partie des années soixante, le mouvement révolutionnaire renaît à l'échelle mondiale : les grèves sauvages des mineurs de Limbourg (Belgique 67), mai 68 en France, l'automne chaud 69 en Italie, la grève insurrectionnelle en Pologne en 1970, les mutins des ghettos nord-américains, les révoltes dans les prisons françaises, italiennes, nord-américaines, etc.

En bref, des milliers de luttes dans toutes les parties du globe nous démontrent une résurgence de la violence du mouvement révolutionnaire, qui se traduit par une indifférence totale envers les syndicats, la lutte pour l'abolition de l'autorité et de la hiérarchie, le sabotage du processus de production et des marchandises dans les entreprises...

Cette forme de résurgence du mouvement révolutionnaire s'est produite en Espagne avec les luttes similaires à celles du monde : généralisation des comités et des commissions d'entreprises dans la lutte permanente à la base contre le système d'exploitation et l'oppression du capital, boycott total des syndicats (printemps 71), grèves sauvages et actions violentes des masses dans les fabriques et les quartiers (AEG de Tarrasa, Harry Walker, SEAT, Granada, Ferrol, San Adrian, Pamplona, etc.). Ces luttes se présentent comme une nécessité d'auto-organisation de la classe pour la destruction du système et de l'Etat capitaliste, pour la venue du communisme.

Dans cette résurgence du mouvement révolutionnaire, l'unique intervention des communistes, c'est la résolution des tâches et des problèmes posés dans le mouvement révolutionnaire réel dans sa lutte à la base. La prolifération à l'échelle mondiale de groupes spécifiques répond aux besoins propres qu'ont les communistes pour la résolution de ces tâches dont la pratique s'adapte suivant leur position historico-géographique.

Le MIL est une des formes concrètes que prennent les groupes spécifiques en Catalogne pour développer leur rôle d'agitation par le moyen de l'acte et de la parole. Avec l'apparition des premières grèves sauvages et des premières actions violentes de la classe, le MIL naît pour appuyer ces dites luttes. Cet appui et cette participation se traduisent par la parution des textes, délibérément oubliés par la contre-révolution, qui, par leur nouveauté, reposent le problème du communisme. Pour les communistes d'aujourd'hui, le problème de l'abolition du capital passe par la démythification du réformisme des groupes et groupuscules qui ne sont que l'extrême gauche du programme du capital. C'est la présence de ces vieilles idéologies, qui tentent de s'introduire comme avant-garde de la classe ouvrière, qui nous oblige à en parler comme suit : de la stratégie de la misère à la misère de la stratégie.

La réalisation des tâches que nous nous sommes imposées exige un long processus de structuration. Durant ces trois dernières années, le MIL a développé un travail d'agitation ainsi que ce travail de structuration [...]

La violence révolutionnaire que développent les groupes spécifiques est une réponse globale du prolétariat à la violence physique du capital. Les manifestations de rage et de colère, etc., sont des expressions de guerre civile révolutionnaire latente.

Le rôle des groupes spécifiques est l'approfondissement communiste de cette situation globale.

La simultanéité de l'agitation et de la dynamique du processus de structuration nécessaire a abouti à une structure organisationnelle politico-militaire en nette contradiction avec le rôle d'approfondissement communiste des contradictions sociales. Face à cette réalité, le MIL s'autodissout. Les communistes qui appartenaient au MIL continuent leurs tâches d'agitation dans des groupes spécifiques appelés GAC (groupes autonomes de combat).

En septembre 73, certains communistes organisés dans divers groupes autonomes de combat sont arrêtés par les forces armées du capital.

Aujourd'hui, aussi bien la gauche que la droite du capital essayent maintenant de justifier, en ayant recours à une solution "humanitaire", leur nécessité de destruction de leur contraire : le communisme.

Les communistes des GAC/septembre 73 considèrent que l'intensification de la lutte pour la destruction du système qui engendre la répression est la meilleure manière de développer la solidarité des révolutionnaires avec les emprisonnés.

Nous faisons appel à tous les révolutionnaires pour que leurs luttes contre la répression soient leur propre démythification, comme une nécessité logique et fatale du capital ; pour qu'ils diffusent les textes historiques des luttes du prolétariat censurés par la contre-révolution, les textes actuels qui posent le problème du communisme dans les diverses parties du globe ; pour qu'ils situent le problème de la violence révolutionnaire dans son contexte réel : la guerre civile révolutionnaire ; enfin, nous appelons tous les révolutionnaires pour qu'ils interviennent dans l'approfondissement communiste des contradictions sociales du système du capital.

Ni martyrs, ni procès, ni prisons, ni salaires ! Vive le communisme !

Groupe Autonome de Combat/septembre 1973

26.11 Acte d'accusation contre S. Puig Antich (deux peines de mort demandées) et J.L. Pons Llobet (trente ans de prison demandés) ; Maria A. Mateos (six ans demandés).

Dec. Circulaire de l'anarchisme espagnol officiel et exilé, dénonçant publiquement le courant activiste, donnant les noms des principaux responsables ! L'ex-MIL écrit en prison le texte *Que es la represión ?* qui sort clandestinement de la Modelo mais ne sera jamais diffusé.

QU'EST-CE QUE LA RÉPRESSION ?

Extraits du texte *Qu'est-ce que la répression ?*, écrit à la prison Modelo de Barcelone en décembre 1973.

Qu'est-ce que la répression ? Cette interrogation, nous nous la sommes posée 1000 fois, et 1000 fois, nous avons eu l'intention d'éclaircir notre position à ce sujet. Avec l'extraordinaire étude de Victor Serge, puis ce manuel de consignes de sécurité largement diffusé en Catalogne et encore la grande quantité de textes de diverses origines, il semblerait inutile d'insister sur ce sujet. Mais la réalité quotidienne nous montre que peu de communistes prennent au sérieux les consignes de sécurité. [...]

Les communistes du « 1000 » ont vécu dans leurs rangs quatre arrestations antérieures à celle de septembre 73 et ont vécu de près nombre de détentions. Les communistes du « 1000 » ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à affronter correctement cette situation. C'était une attitude clairement triomphaliste. Le « 1000 » a vécu trois ans de guerre dans Barcelone. La police, bien qu'ayant constitué une section spéciale, la « brigade 1000 », ne put seulement localiser qu'un appartement vide. Après la dernière arrestation en France (septembre 72), la police connaissait l'identité de cinq d'entre nous, mais ne savait rien de plus que les noms. Pourtant, on a vite considéré le « 1000 » comme l'organisation politique armée qui devait donner l'assaut militaire contre les

forces armées du capital. C'était le début d'un processus de militarisation qui tentait de convertir le groupe spécifique « 1000 » en Mouvement ibérique de libération. Seul le fait que cette dose de triomphalisme atteigne un ton fantasmagorique permet aux communistes du « 1000 » de se dégager d'une telle aberration (congrès d'été 73) et de procéder à l'autodissolution du MIL. [...]

L'objectif et la raison d'être d'une bande armée est de mettre en spectacle ses actions, ce qui oblige publiquement le capital « d'encaisser les coups » et de donner la riposte. Le jeu du spectacle est une grande tentation pour tous ceux qui pratiquent l'agitation, qu'elle soit ou non armée. L'engrenage du spectacle fait entre autres que s'éclipsent les enjeux réels au bénéfice d'une mise en scène croissante. Et, tandis que se déroule l'affrontement « bande contre bande », tout le monde applaudit ou siffle, comme on applaudit ou on siffle à un match de football. Du spectacle de la misère du temps de Marx et Bakounine à la misère du spectacle des temps modernes. [...]

18.12 Troisième édition augmentée du *Dossier MIL* du Comité de solidarité de Barcelone.

20.12 Attentat contre Carrero Blanco ; l'opération « OGRO », revendiquée par ETA qui a placé une charge d'explosif sur le trajet de la voiture, envoie le chef du gouvernement et son véhicule à plus de vingt mètres de haut. Depuis ce jour, les manifestations antifranquistes se feront aux cris de : « Et hop ! Franco ! Plus haut que Carrero ! » Carrero est remplacé à la tête du gouvernement par Arias Navarro, un ultra, qui écarte du pouvoir l'Opus Dei, jugée trop libérale ; dès lors, il est à craindre pour la vie de Puig Antich. En Espagne, journée de lutte contre la répression, contre le procès des 1001 (procès du syndicaliste Camacho), mais aussi contre les procès d'ouvriers de Barcelone (l'ex-MIL est presque totalement oublié).

1974

04.01 Explosion au commissariat de police de San Andrés (Barcelone).

07.01 Procès de Puig Antich, Pons Llobet et Maria M. Fernandez, condamnés le 9 janvier respectivement à la peine de mort, trente et cinq ans de prison.

Janv. Nombreuses réactions aux sentences :

Barcelone : manifestation de mille personnes, très violente ; le 11, spectaculaire attentat contre le monument aux morts franquistes, déplacé de deux mètres (sept étages de verre brisé à la faculté toute proche) ; communiqué de solidarité de ETA ; attentats contre un commissariat, contre deux banques ; le 26 février, deux bombes éclatent lors de la manifestation de réhabilitation du monument aux morts.

Mataro : attentat signé GAI au monument aux morts franquistes, le 17.

Madrid : plusieurs attentats à la bombe, le 13.

Paris : appel d'Amnesty International, le 11, de centaines de personnalités (10.01) ; tentative de détournement d'un avion d'Ibéria, quatre personnes arrêtées à Ivry (15.01). manifestation de mille cinq cents personnes (18.01).

Bruxelles : occupation des locaux d'Ibéria, de l'ambassade d'Espagne, des locaux de la Radio-Télévision.

Turin : bombe contre le consulat (10.01).

Zurich : peinture contre l'agence Ibéria, bombe contre le consulat d'Espagne (11.01).

Genève : manifestation de mille personnes.

Toulouse : occupation du Centre espagnol ; attaque d'une banque espagnole (10.01) ; affrontement de mille personnes contre la police devant le consulat d'Espagne (11.01) ; les locaux d'Ibéria sont saccagés (11.01) ; nouveaux affrontements devant le consulat avec plus de trois mille personnes (15.01).

Buenos Aires : occupation des locaux d'Ibéria, qui sont inondés de goudron.

Paris : occupation de l'office du tourisme espagnol par trente manifestants du PSU (24.01) ; télégramme de F. Mitterrand au gouvernement espagnol (24.01).

VÉRITÉS SUR LE MIL

Tract anonyme, Paris, janvier 1974.

Depuis trois mois, les membres de l'ex-MIL sont en prison et c'est seulement maintenant, après le procès et dans le contexte politique que l'on sait, alors que l'un d'entre eux a été condamné à mort, que la gauche et les gauchistes s'en aperçoivent et descendent dans la rue.

Pourquoi ?

Parce que les révolutionnaires du MIL ne sont pas des « gauchistes ».

Parce que leur critique des lignes réformistes et patriotistes, du léninisme et de la bureaucratie les avait amenés à rompre avec les organisations « de base » qui voulaient noyauter les luttes et s'appropriier les expériences menées en commun.

Parce qu'ils ont dénoncé les groupes politiques clandestins et les commissions ouvrières tenues par des staliniens qui n'aspirent en fait qu'à faire reconnaître leur « droit » à représenter les travailleurs dans le cadre de l'État.

Parce qu'ils refusaient d'entrer dans le jeu traditionnel de la politique.

Parce qu'ils avaient envoyé se faire foutre les représentants de l'assemblée de Catalogne venus les dissuader de continuer leur action.

Parce qu'ils remplissaient des caisses de grève avec le produit d'attaques de banques.

C'est pour toutes ces raisons que c'est seulement aujourd'hui que les organisations politiques en France s'aperçoivent de leur existence et vous invitent à descendre dans la rue. Parce qu'aujourd'hui cette action antifasciste s'insère dans une campagne de promotion publicitaire de la « gauche » : une autre alternative à la gestion du capital.

S'ils font semblant de soutenir les emprisonnés de Barcelone, c'est pour se soutenir eux-mêmes.

Il convient de dénoncer la mystification à laquelle se livrent les gauchistes qui soutiennent, maintenant qu'ils sont condamnés, ceux qui les ont toujours combattus. L'exploitation des victimes du capital pour essayer de cacher la vérité est une pratique aussi infâme que courante chez ceux qui ne sont plus que l'extrême gauche du capital.

Antifascistes, démocrates, staliniens, en combattant le capital et son organisation sociale, c'est vous que le MIL combattait !

12.01 Jusqu'au 19.01, congrès de l'OLLA : accord puis rupture avec certains membres de l'ex-MIL. Critique du conseillisme. Participation au Comité de solidarité avec le MIL.

02.02 Le Conseil suprême de justice militaire examine le recours de Puig Antich ; condamnation confirmée le 17 février.

09.02 À Barcelone, conseil de guerre contre quatre travailleurs accusés d'agitation à la Termica del Besos, où lors des grèves et des manifestations deux ouvriers sont morts.

Fév. Réactions européennes de solidarité au procès de l'ex-MIL :

Paris : manifestation « unitaire » de quatre mille personnes pour « sauver Puig » (19.02) ; meeting à la Mutualité (22.02) ; tribune libre de J.-M. Daillet dans *Le Monde* (18.02) ; le PCF envoie un télégramme pour demander la grâce à Pompidou et à Franco (26.02).

Barcelone : manifestation violente (19.02).

Toulouse : affrontement devant le consulat (21.02) ; la voiture du chancelier d'Espagne est mitraillée (28.02).

01.03 Le conseil des ministres confirme à Madrid les condamnations à mort de Puig Antich et d'Heinz Ches.

Ultimes tentatives du comité de Barcelone pour créer une mobilisation massive.

02.03 Assassinat au garrot vil de Puig Antich à la prison Modelo de Barcelone et de Heinz Ches à la prison de Tarragone.

Mars Nombreuses réactions dans le monde :

Barcelone : dès le 2 mars, grève générale dans les facultés, manifestations de milliers de personnes sur les Ramblas, affrontements. Le 3, trois mille personnes réunies au cimetière de Montjuich sont refoulées par la police : affrontements, attaques de banques, attentats à l'École d'artillerie et contre un transformateur général, privant Barcelone d'électricité un bon moment. À partir du lundi 4 mars, grève générale dans les facultés et dans de nombreuses entreprises (SEAT, Pegaso, Maquinista, etc.), nombreux attentats, plusieurs manifestations chaque jour, dont celle du 10 mars, de plusieurs milliers de personnes, qui verra de longs affrontements avec la police et plus de deux cents arrestations.

Nombreuses manifestations en Europe, à Toulouse, Perpignan, Lyon, Bayonne, Montpellier, Paris (dont celle du 9 mars, très violente), Rome, Milan, Gênes, Bruxelles, Liège, Luxembourg, Genève, etc.

20.03 Trois semaines après son exécution, Puig Antich est appelé à comparaître devant le tribunal de Perpignan pour abus de confiance ; il sera jugé par défaut et par contumace ; le tribunal se donne un délai...

21.03 Nombreux attentats dans le sud de la France.

22.03 Arrestation à Barcelone de vingt-deux anarchistes des groupes autonomes de Catalogne.

31 .03 Conférence de presse à Perpignan des avocats de l'ex-MIL, F. Carminal et Oriol Arau.

07.04 Arrestation à Port-Bou (frontière franco-espagnole) dans le train Talgo de trois personnes supposées appartenir à l'organisation OLLA, nomination inventée par la police espagnole. Appel à Interpol pour arrêter cinq autres membres de ladite OLLA. Conférence de presse du groupe autonome concerné.

25.04 La Révolution des œillets éclate au Portugal.

03.05 Enlèvement par les GARI du banquier espagnol Baltazar Suarez pour obtenir la libération des emprisonnés de l'ex-MIL.

13.05 Arrestation à Bellegarde dans l'Ain de six Espagnols dont Ignacio Sole Sugranyes, frère d'Oriol, suspectés de complicité dans l'enlèvement de Suarez, finalement inculpés pour faux papiers. Libérés en été 1974, ils retournent en Espagne où ils sont arrêtés en septembre 1974.

21.05 Le commando Puig Antich incendie les locaux du journal *l'Est républicain*.

22.05 Le banquier Suarez est relâché dans le bois de Vincennes à Paris ; aussitôt, les arrestations commencent dans toute la France.

Juil. Grèce : chute du régime des colonels.

Arrestation de trente personnes à Barcelone dans le cadre de l'étroite collaboration des polices française et espagnole.

09.07 Franco est admis à l'hôpital Franco pour y être opéré d'une phlébite.

16.07 Série d'attentats des GARI contre la délégation espagnole du Tour de France.

23.07 Le conseil de guerre condamne Oriol Sole et Pons Llobet à 48 et 21 ans de prison.

CONTRIBUTION À LA CRITIQUE DE LA SITUATION PRESENTE ET A SON DEPASSEMENT

Extraits de la brochure anonyme signée *Le Spectre de Fu-Man-Chu et la Main Noire SA, Barcelone, août 1974.*

[...] Il est évident que la critique du MIL n'a pas été faite en dépit de son autocritique au moment de sa dissolution. D'ailleurs, cette autocritique, tout en étant insuffisante, ne fut jamais ni compensée, ni complétée par ceux qui avaient le plus grand intérêt à le faire, ceux qui continuèrent l'action. Pour certains, faire cette critique était mettre en danger sa propre situation de pouvoir

politico-militaire (les « anarchistes », par exemple, sont non seulement incapables de comprendre une telle critique, mais ils s'y opposent pratiquement).

À partir de la détention des camarades du MIL, divers groupes affirmant les mêmes origines ont été démantelés : le pro-MIL, l'OLLA, et dernièrement les GARI. Les éléments les plus intolérables de ces démantèlements sont les conditions similaires qui les ont permis, la répétition des erreurs dans la pratique, ainsi que le silence général sur les véritables conditions de lutte. [...]

Aujourd'hui, tout est possible. Profiter du vide de pouvoir que laissera le franquisme, sa bureaucratie et son idéologie est notre grande chance mais non la seule. Il faut démystifier les illusions démocratiques du prolétariat en montrant la similitude de la répression démocratique, en expliquant radicalement sa nature et en montrant clairement nos objectifs. Pour cela, il faut montrer ce qui se passe réellement, sans triomphalisme ni volontarisme. De notre clarté critique dépend la clarté de nos actions et refuser le terrorisme est le premier pas vers une organisation révolutionnaire du mouvement social.

Pour la formation de groupes « informales » d'action révolutionnaire : l'expression « informales » apparaît ici seulement pour la commodité de la compréhension ; elle ne signifie pas quelque chose de diffus et sans organisation, mais, au contraire, le plus grand degré d'organisation qui permet à un groupe d'agir sans se mettre une étiquette, sans se définir politiquement, avec la plus grande autonomie individuelle. [...]

Ainsi, il faut comprendre vraiment la signification du mot autonomie et que chacun mette individuellement son contenu en pratique. On sait déjà qu'ici, à Barcelone, le terme autonomie n'est qu'un masque idéologique derrière lequel se cachent toutes sortes de manipulateurs-manipulés, de chefs spécialistes ; une fois de plus, l'euphorie des mots a caché la réalité des faits. [...]

De plus, en Espagne, contrairement à d'autres pays d'Europe, tout groupe qui n'est pas en relation étroite avec le prolétariat est appelé à disparaître à plus ou moins long terme.

Dans les autres pays, comme l'Italie ou l'Allemagne, les groupes politico-militaires peuvent survivre quelque temps en mystifiant la lutte du prolétariat avec ses victoires spectaculaires. Mais en Espagne, la répression est telle qu'elle démontre à courte échéance que ces dites organisations ne sont pas seulement le substitut du prolétariat, mais aussi que de manière organisée elles sont condamnées à finir dans les cachots du pouvoir bourgeois, démontrant ainsi par la négative que toute organisation séparée du prolétariat en lutte, du mouvement social, n'a aucun avenir. La même situation objective nous démontre que le rapport prolétariat-répression ne peut plus être dépassé que par le prolétariat lui-même.

L'organisation des révolutionnaires est forcément soumise à ces conditions objectives espagnoles ; elle est donc clandestine, mais en relation directe avec le mouvement social en lutte. Cette organisation ne reconnaît pas plus de violence que le degré de violence que le prolétariat impose à son action.

Cette organisation est soumise avant tout aux désirs et nécessités des individus qui la composent et au plaisir d'user subversivement de toutes les relations dans la vie quotidienne même.

1975

20.11 Après une agonie de six mois, Franco meurt dans son lit.

1976

06.04 Oriol Sole est abattu par la Guardia Civil après s'être évadé de la prison de Ségovie en compagnie de trente prisonniers de ETA et alors qu'il était sur le point de franchir la frontière franco-espagnole.

Bibliographie

ÉCRIT OU ÉDITÉ PAR LES TROIS ÉQUIPES (ET, EE, EO) AVANT LA CREATION DU MIL :

Le Mouvement ouvrier à Barcelone. *Écrit par l'ET ; première édition ronéotée en février 1970 ; puis imprimé par l'EE en mars 1970.*

Dictionnaire du militant ouvrier. *Écrit par l'EO ; partiellement retouché par l'ET ; édité par l'EE en août 1970.*

La Révolution jusqu'au bout. *Écrit par l'ET ; édité en automne 1970.*

L'Europe sauvage. *Écrit par l'ET ; publié sans signature en janvier 1971 ; revendiqué par la suite par les éditions des GOA.*

La Lutte contre la répression. *Édité sans signature par l'EE en mars 1971.*

Boycott des élections syndicales. *Édité par l'EE sous la signature « 1000 » en mars 1971.*

Prolétariat et organisation. *Écrit par Cardan ; traduit et édité par l'EO en avril 1971.*

Comment lutter contre les chronométrages. *Texte collectif édité par l'EO en avril 1971.*

Parti et classe ouvrière. *Traduit de Pannekoek et édité par l'EO en avril 1971.*

Que vendons-nous ? Rien ! Que voulons-nous ? Tout ! *Texte collectif interne ; début 1971.*

Mametreto. *Petit manuel écrit par l'ET ; publié en mai 1971.*

La Lutte de Santa Coloma. *Écrit et diffusé par l'EO en juin 1971 ; revendiqué par la suite par les éditions des GOA.*

Les Conseils ouvriers en Hongrie. *Édité par l'EO en juillet 1971.*

La Lutte contre l'exploitation. *Édité par l'EO en septembre 1971.*

Notes pour une analyse de la révolution russe. *Traduit de Jean Barrot ; édité par l'EO en septembre 1971.*

Le Droit à la paresse. *Traduit de Paul Laforgue ; édité par l'ET en janvier 1972.*

Les Grèves en Pologne. *Traduit d'ICO ; édité par l'ET en janvier 1972.*

La Révolution allemande. *Traduit d'ICO ; édité par l'ET en janvier 1972.*

La Commune. *Traduit de Spartacus ; édité en février 1972.*

Analyse économique de l'Espagne. *Texte collectif ET et EE ; édité en avril 1972.*

El oro indiscreto. *Revue d'une tendance de l'EO dans les GOA ; septembre 1972.*

ÉCRIT OU ÉDITÉ PAR LE MIL

Sur la lutte armée. *Écrit en octobre 1972 ; publié in CIA n° 1 en avril 1973.*

Capital et travail. *Texte interne ; décembre 1972.*

La lutte dans les quartiers. *Écrit par le MIL ; publié dans la revue Comuna ; diffusé par Mai 37 en décembre 1972.*

Entre la révolution et les tranchées. *Recueil de textes de Camilo Berneri, traduits, présentés et publiés par le MIL ; édité par Mai 37 en janvier 1973.*

Que vendre après le capitalisme ? *Textes d'Esteban Balazs, traduits et présentés par le MIL ; édités par Mai 37 en janvier 1973.*

Allons-nous vers un nouveau 29 ? *Traduit de la revue Révolution internationale ; édité par Mai 37 en février 1973.*

Les Conseils ouvriers. *Traduit de Pannekoek ; édité par Mai 37 en mars 1973.*

Dossier San Adrian del Besos. *Dossier collectif du MIL ; édité par Mai 37 en avril 1973.*

Notes pour une analyse de notre tendance. *Circulaire interne de l'ET ; avril 1973.*

Sur l'organisation de classe dans la révolution allemande. *Traduit d'ICO ; édité par Mai 37 en avril 1973.*

Entre Mai 37 et l'agitation armée. *Circulaire interne de l'EE ; mars 1973.*

CIA n° 1. *Revue du MIL, publiée en avril 1973 ; au sommaire :*

-Sur l'agitation armée ;

-Bilan et perspectives de la lutte ouvrière ;

-Chronologie du MIL-GAC ;

-A l'occasion du cinquantenaire de la FAI ;

-Les résistants anarchistes depuis 1945 ;

-Les commissariats sont aussi des lieux érotiques ;

-La Brigade de la colère, les 8 de Stoke Newington ;

-La dernière matinée d'Antonio Juan Creix ;

-Les « Freak Brothers » : fusillade à Carabanchel.

Lénine et la révolution. *Traduit de Anton Ciliga ; édité par Mai 37 en mai 1973.*

Sur l'organisation de classe. *Texte collectif ; édité par Mai 37 en juin 1973.*

De la misère en milieu étudiant. *Traduit du courant situationniste français ; édité par Mai 37 en juin 1973.*

La Violence révolutionnaire. *Traduit d'E. Marensin (in La Bande à Baader) ; supplément à C1A n° 1.*

CIA n°2. *Revue du MIL, publiée en août 1973 ; au sommaire :*

-Italie, la brigade rouge ;

-Contre le national-socialisme de VIRA (traduit d'Y. Beriou in les Temps Modernes) ;

-La guerre civile ;

-Mouvement communiste ? ;

-Schéma du mouvement ouvrier à Barcelone en juin 1973 ;

-Congrès du MIL : autodissolution.

-Autodissolution de l'organisation politico-militaire MIL. *Conclusions du congrès du MIL ; août 1973 ; supplément à CIA n°2.*

La Historia nos absolvera. *Chronologie du MIL ; jamais publiée.*

1000 ou 10000. *Déclaration des prisonniers du MIL écrite à la prison Modela de Barcelone, signée « GAC/septembre 73 » ; sortie de la prison fin octobre 1973.*

Gangsters ou révolutionnaires. *Déclaration du collectif des prisonniers politiques anti-autoritaires ; sortie de la prison Modela en nov. 1973.*

Que es la represiôn ? Como luchar contra la represiôn ? *Texte de prison d'Oriol Sole Sugranyes ; jamais publié ; Barcelone, prison Modela, décembre 1973.*

Que sont les GAC/septembre 73 ? *Texte de prison de l'ex-MIL ; jamais publié ; sorti de la prison Modela en mars 1974.*

L'Utopie dynamitée. *Brochure sur le socialisme utopique ; dédiée à Puig Antich ; signée Mai 37 mais jamais publiée ; Barcelone, mars 1974.*

Contribution à la critique de la situation présente et à son dépassement. *Brochure écrite par d'anciens membres du MIL ; signée « Le Spectre de Fu-Man-Chu et la Main noire SA » publiée à Barcelone en août 1974.*

Sigles

AC Action communiste
AIT Association internationale des travailleurs
ALE Action de libération espagnole
ANFD Alliance nationale des forces démocratiques
ASO Alliance syndicale ouvrière
AST Association syndicale des travailleurs
ASU Agrupaciôn (rassemblement) socialista universitaria
CIA Conspiration internationale anarchiste (revue du MIL)
CIL Conseil ibérique de libération
CNS Centrale nationale syndicale (fasciste)
CNT Confédération nationale du travail (anarcho-syndicaliste)
CO Commissions ouvrières
COJ Commissions ouvrières jeunes
DI Défense intérieure
DRIL Directoire révolutionnaire ibérique de libération
EE Équipe extérieure
EO Équipe ouvrière
ESBA Le FLP au pays basque
ET Équipe théorique
ETA Euzkadi ta askatasuna (Euzkadi et liberté)
FAI Fédération anarchiste ibérique
PIJL Fédération ibérique des jeunesses libertaires
FLP Front de libération populaire (dit Felipe)
FOC Front ouvrier de Catalogne (fédéré au FLP)
FSF Forces socialistes fédérales
FRAP Front révolutionnaire antifasciste et patriote
OAC Groupes autonomes de combat (groupes du MIL)
GAI Groupes anarchistes indépendants
GAR Groupes autonomes de résistance
GARI Groupe d'action révolutionnaire internationaliste
GOA Groupes ouvriers autonomes
IS Internationale situationniste
JOC Jeunesse ouvrière catholique
MIL « 1000 » puis Mouvement ibérique de libération
MLE Mouvement libertaire en espagnol
OLLA Organisation de lutte armée (Catalogne)
PCE Parti communiste espagnol
POUM Parti ouvrier d'unification marxiste
PSAN Parti socialiste de libération nationale (pays catalans)
PSUC Parti socialiste unifié de Catalogne (le PCE en Catalogne)
SDEUB Syndicat démocratique des étudiants de l'université de Barcelone
TJGT Union générale des travailleurs

[André Cortade \(signature collective\)](#)

Brochures subversives à lire, imprimer, propager

